

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

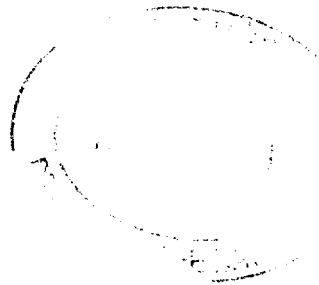
Projet de loi n° 67

**Loi instaurant une procédure de révision  
administrative en matière d'évaluation foncière  
et modifiant d'autres dispositions législatives**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Rémy Trudel  
Ministre des Affaires municipales**



---

Éditeur officiel du Québec  
1996

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale afin d'instaurer une nouvelle procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière. L'exercice d'un recours devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière devra en conséquence être précédé d'une demande de révision qui sera traitée par l'évaluateur de l'organisme municipal responsable de l'évaluation. Dans le cadre de ce nouveau processus de révision, il sera possible pour les parties de conclure des ententes sur des modifications à apporter au rôle d'évaluation et au rôle de valeur locative sans faire intervenir le Bureau de révision.*

*Ce projet impose également aux municipalités locales un délai de 60 jours, après le dépôt du rôle, pour envoyer l'avis d'évaluation au propriétaire d'un immeuble dont la valeur au rôle excède 1 000 000 \$ ou à l'occupant d'un lieu d'affaires dont la valeur locative excède 100 000 \$. Il ajoute des motifs permettant à l'évaluateur de modifier un rôle en vigueur de façon à ce que soient pris en compte certains changements de situation. Il prévoit de plus que le régime fiscal applicable à certains immeubles appartenant à une communauté urbaine, une municipalité régionale de comté, à l'un de leurs mandataires ou à une société de transport est modifié par la hausse du montant maximum de la compensation pour services municipaux qui leur est applicable.*

*Ce projet de loi ajoute un pouvoir réglementaire permettant au gouvernement de prescrire une méthode d'évaluation s'appliquant spécifiquement aux immeubles à vocation unique. Il prévoit aussi, aux fins de l'imposition de la taxe d'affaires, que chaque partie d'une unité d'évaluation qui fait l'objet d'un bail constitue un lieu d'affaires distinct si l'activité qui y est exercée l'est par une personne autre que le locateur. Il exempte par ailleurs de toute taxe municipale l'occupant d'une partie d'un immeuble appartenant à une municipalité lorsque la valeur foncière de cette partie est inférieure au montant le moins élevé entre 50 000 \$ et celui correspondant à 10 % de la valeur totale de l'immeuble. De plus, il étend aux droits de mutations immobilières la pénalité applicable aux taxes municipales impayées.*

*Enfin, ce projet de loi donne aux municipalités le pouvoir de renoncer, par entente approuvée par le gouvernement, à leur pouvoir d'imposer des taxes et d'appliquer des règlements sur une réserve indienne et permet à la Communauté urbaine de Montréal de modifier le calendrier de dépôt des rôles d'évaluation des municipalités qui en font partie.*

**LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :**

- Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
- Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1);
- Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).



## **Projet de loi n° 67**

### **LOI INSTAURANT UNE PROCÉDURE DE RÉVISION ADMINISTRATIVE EN MATIÈRE D'ÉVALUATION FONCIÈRE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

**LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**1.** L'article 46 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après « 12°, », de « 12.1°, ».

**2.** L'article 69.2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « dans le cas où » par le mot « lorsqu' » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le mot « distincts, », des mots « et qu'elle y est exercée par une autre personne que le locateur, ».

**3.** L'article 69.6 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 11°, après « 12°, », de « 12.1°, ».

**4.** L'article 74 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **74.** L'avis prévu à l'article 73 mentionne également le délai dans lequel peut être déposée, à l'égard du rôle, une demande de révision prévue par la section I du chapitre X, le lieu où doit être effectué ce dépôt et la façon de l'effectuer. ».

**5.** L'article 74.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **74.1.** Dans les trois mois qui précèdent le début de chacun des deuxième et troisième exercices financiers auxquels s'applique un rôle, le greffier de la municipalité locale doit donner un avis qui mentionne le délai dans lequel peut être déposée à l'égard du rôle, au motif que l'évaluateur n'a pas effectué une modification qu'il aurait dû y apporter en vertu de l'article 174 ou 174.2, une demande de révision prévue par la section I du chapitre X, le lieu où doit être effectué ce dépôt et la façon de l'effectuer. ».

**6.** L'article 76 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « objet », des mots « d'une demande de révision, ».

**7.** L'article 79 de cette loi est modifié par le remplacement de la deuxième phrase du deuxième alinéa par la suivante: «Il en est de même pour une personne ayant déposé une demande de révision ou pour un plaignant à l'égard de l'immeuble ou du lieu d'affaires qui fait l'objet de la demande de révision ou de la plainte.».

**8.** L'article 80.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot «occupant», des mots «, d'une personne ayant déposé une demande de révision».

**9.** L'article 81 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, il le fait dans les 60 jours qui suivent le dépôt du rôle dans le cas d'un avis qui est expédié pour l'exercice financier au cours duquel le rôle entre en vigueur et qui est relatif à une unité ou à un lieu dont la valeur inscrite au rôle est égale ou supérieure à, respectivement, 1 000 000 \$ ou 100 000 \$.»;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, de «Dans le même délai, il» par «Avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, le greffier»;

3° par l'addition, à la fin du quatrième alinéa, de ce qui suit: «Ils peuvent être inclus dans un seul document lorsque le règlement pris en vertu du paragraphe 2.1° de cet article le permet.»;

4° par la suppression du cinquième alinéa.

**10.** L'intitulé du chapitre X de cette loi est remplacé par les suivants:

## **«CHAPITRE X**

### **«RÉVISION ADMINISTRATIVE ET PLAINTES**

#### **«SECTION I**

##### **«RÉVISION ADMINISTRATIVE».**

**11.** L'article 124 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots «formuler une plainte écrite à ce sujet et en saisir le Bureau» par les mots «déposer auprès de la municipalité locale sur le territoire de laquelle est situé ce bien une demande de révision à ce sujet»;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «, au moyen d'une plainte»;

3° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, des mots «plainte ne peut être formulée» par les mots «demande de révision ne peut être déposée»;

4° par l'addition, après le quatrième alinéa, du suivant:

«Pendant l'application d'une entente conclue en vertu de l'article 196.1 par la municipalité locale sur le territoire de laquelle est situé un bien, toute demande de révision relative à ce bien doit être déposée auprès de l'organisme municipal responsable de l'évaluation avec lequel l'entente a été conclue.».

**12.** L'article 125 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « formuler une plainte » par les mots « déposer une demande de révision » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « plainte » par le mot « demande ».

**13.** L'article 126 de cette loi, modifié par l'article 29 du chapitre 30 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa et dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « formuler une plainte » par les mots « déposer une demande de révision ».

**14.** L'article 128 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « plainte » par les mots « demande de révision ».

**15.** L'article 129 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Sous peine de rejet, la plainte » par les mots « La demande de révision » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le numéro « 263 », des mots « , à défaut de quoi elle est réputée ne pas avoir été déposée ».

**16.** L'article 130 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « plainte » par les mots « demande de révision ».

**17.** L'article 131 de cette loi, modifié par l'article 77 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « plainte » par les mots « demande de révision » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « soixante » par le nombre « 60 » ;

3° par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « expédition », de « ou de 120 jours suivant celle-ci lorsque l'avis est relatif à une unité d'évaluation ou à un lieu d'affaires dont la valeur inscrite au rôle est égale ou supérieure à, respectivement, 1 000 000 \$ ou 100 000 \$ ».

**18.** L'article 131.1 de cette loi, modifié par l'article 30 du chapitre 30 des lois de 1994 et par l'article 12 du chapitre 64 des lois de 1995, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa et dans la neuvième ligne du deuxième alinéa, du mot « plainte » par les mots « demande de révision » ;

2° par l'insertion, dans la onzième ligne du deuxième alinéa et après le mot « demande », des mots « de remboursement ».

**19.** L'article 131.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « plainte » par les mots « demande de révision ».

**20.** L'article 132 de cette loi, modifié par l'article 31 du chapitre 30 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « plainte » par les mots « demande de révision » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne, du mot « plainte » par le mot « demande ».

**21.** L'article 133 de cette loi, modifié par l'article 32 du chapitre 30 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « plainte » par les mots « demande de révision » ;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne, du mot « plainte » par le mot « demande ».

**22.** Les articles 134 à 137 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **134.** Lorsque le greffier expédie tardivement l'avis d'évaluation pour l'exercice au cours duquel le rôle entre en vigueur, le dépôt d'une demande de révision relative à l'unité d'évaluation ou au lieu d'affaires visé par l'avis peut être fait après l'expiration du délai prévu à l'article 130 ou à l'article 131, selon le cas, s'il l'est dans les 60 jours qui suivent l'expédition, ou dans les 120 jours qui suivent celle-ci lorsque l'avis est relatif à une unité ou à un lieu dont la valeur inscrite au rôle est égale ou supérieure à, respectivement, 1 000 000 \$ ou 100 000 \$.

« **135.** Le dépôt de la demande de révision est effectué par la remise de la formule visée à l'article 129, dûment remplie, au bureau de la municipalité locale ou de l'organisme municipal responsable de l'évaluation, selon le cas, ou à tout autre endroit déterminé par celui-ci. Le dépôt de la demande peut aussi être effectué par l'envoi de la formule dûment remplie, par courrier recommandé, à la municipalité ou à l'organisme ; dans un tel cas, la demande est réputée avoir été déposée le jour de son envoi.

La somme d'argent déterminée par le règlement pris par le gouvernement en vertu du paragraphe 8° de l'article 262 doit être jointe à la formule, à défaut de quoi la demande est réputée ne pas avoir été déposée.

Si une demande de révision porte sur plusieurs unités d'évaluation ou lieux d'affaires, il est réputé y avoir une demande par unité ou lieu.

Le personnel en fonction à l'endroit où est déposée une demande de révision doit prêter son assistance à une personne qui le requiert pour remplir la formule et pour calculer la somme d'argent qui doit y être jointe.

« **135.1.** La municipalité locale ou l'organisme municipal responsable de l'évaluation, selon le cas, conserve la somme dans un compte distinct créé à cette fin, jusqu'à ce que survienne l'un des événements suivants :

1° la conclusion d'une entente prévue à l'article 138.4 ;

2° le dépôt d'une plainte devant le Bureau ;

3° l'expiration du délai pour déposer une plainte devant le Bureau, lorsqu'aucun des événements mentionnés aux paragraphes 1° et 2° n'est alors survenu.



« **135.2.** Dans le cas où une plainte est déposée devant le Bureau, la municipalité locale ou l'organisme municipal responsable de l'évaluation, selon le cas, doit remettre au Bureau la totalité de la somme.

Dans les autres cas, la municipalité ou l'organisme peut rembourser tout ou partie de la somme au demandeur, selon les règles qu'il détermine par règlement et, le cas échéant, conserver le reste.

À défaut d'un tel règlement, lorsqu'une entente prévue à l'article 138.4 est conclue, la municipalité ou l'organisme rembourse toute la somme. Dans le cas où aucune entente n'est conclue, il en rembourse la moitié.

« **135.3.** Si la demande de révision a été déposée auprès d'une municipalité locale qui n'a pas de compétence en matière d'évaluation, le greffier transmet la formule et, le cas échéant, les pièces qui l'accompagnent à l'organisme municipal responsable de l'évaluation.

« **136.** Le greffier de l'organisme municipal responsable de l'évaluation auprès duquel a été déposée une demande de révision ou auquel a été faite la transmission prévue à l'article 135.3 transmet à l'évaluateur la formule et, le cas échéant, les pièces qui l'accompagnent.

Sauf dans le cas où la demande a été déposée auprès de la municipalité locale ou dans celui où celle-ci est le demandeur, le greffier de l'organisme transmet à la municipalité une copie de la formule et, le cas échéant, des pièces qui l'accompagnent.

« **137.** Si le demandeur n'est pas la personne au nom de laquelle l'unité d'évaluation ou le lieu d'affaires visé par la demande de révision est inscrit au rôle, le greffier de la municipalité locale ou de l'organisme municipal responsable de l'évaluation, selon le cas, transmet à cette personne, le plus tôt possible, une copie de la demande.

Cette personne peut intervenir au dossier et, si elle le fait, y devient partie. ».

**23.** L'article 138 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « litige devant le Bureau » par le mot « dossier » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « plainte » par les mots « demande de révision ».

**24.** L'article 138.1 de cette loi, modifié par l'article 36 du chapitre 30 des lois de 1994, est remplacé par le suivant :

« **138.1.** Le greffier de la municipalité locale ou de l'organisme municipal responsable de l'évaluation, selon le cas, doit informer le ministre des Affaires municipales de toute demande de révision qui, dans l'hypothèse d'une modification au rôle favorable au demandeur, aurait pour effet d'obliger le gouvernement à verser une somme visée à l'article 210, 254 ou 257 à l'égard du bien faisant l'objet de la demande.

Il doit informer le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de toute demande de révision qui, dans l'hypothèse d'une

modification au rôle favorable au demandeur, ferait en sorte qu'une unité d'évaluation deviendrait visée au deuxième alinéa de l'article 80.2 ou que serait modifiée la proportion de la valeur imposable de l'exploitation agricole visée à cet alinéa.

Le ministre concerné peut intervenir au dossier et, s'il le fait, y devient partie.».

**25.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 138.1, de ce qui suit:

« **138.2.** Le greffier de la municipalité locale ou, selon le cas, celui de l'organisme municipal responsable de l'évaluation doit, lorsqu'une demande de révision vise à faire inscrire au rôle un tiers à titre d'occupant, l'informer de cette demande.

Le tiers peut intervenir au dossier et, s'il le fait, y devient partie.

« **138.3.** L'évaluateur saisi d'une demande de révision doit, avant l'expiration du délai prévu à l'article 138.4, faire aux parties au dossier une proposition écrite de modification au rôle ou les informer par écrit qu'il n'a aucune proposition à faire.

« **138.4.** Dans le cas où la demande de révision doit être déposée avant le 1<sup>er</sup> mai qui suit l'entrée en vigueur du rôle, les parties au dossier et l'évaluateur peuvent conclure une entente sur une modification au rôle au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de la même année.

Dans les autres cas, une telle entente peut être conclue, selon la dernière des échéances, soit au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre qui suit l'entrée en vigueur du rôle, soit dans les trois mois qui suivent le dépôt de la demande de révision.

L'entente doit prévoir la date de prise d'effet de la modification au rôle qui en découle.

## « SECTION II

### « PLAINTES

« **138.5.** À défaut de la conclusion d'une entente en vertu de l'article 138.4, la personne qui a fait la demande de révision ou l'intervenant visé à l'un des articles 137, 138.1 et 138.2 peut déposer une plainte devant le Bureau pour contester toute matière pouvant faire l'objet d'une révision conformément au présent chapitre.

Cette plainte doit être déposée dans les 30 jours qui suivent la date limite pour conclure une entente en vertu de l'article 138.4.

« **138.6.** La plainte expose succinctement les motifs invoqués à son soutien et les conclusions recherchées.

« **138.7.** La plainte doit être faite sur la formule prescrite par le règlement pris en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 263 à défaut de quoi elle est réputée ne pas avoir été déposée.

« **138.8.** Le dépôt de la plainte est effectué par le dépôt, à tout endroit où peut être déposée une demande de recouvrement d'une petite créance conformément au livre huitième du Code de procédure civile (chapitre C-25), de la formule dûment remplie.

Si une plainte porte sur plusieurs unités d'évaluation ou lieux d'affaires, il est réputé y avoir une plainte par unité ou lieu.

Le greffier en fonction au lieu du dépôt de la plainte doit prêter son assistance à une personne qui le requiert pour la formulation d'une plainte.

Ce greffier transmet sans délai la plainte au Bureau.

« **138.9.** Le secrétaire du Bureau transmet une copie de la plainte et, le cas échéant, des pièces qui l'accompagnent à l'évaluateur et aux parties au dossier de révision lesquelles deviennent de ce seul fait parties au litige devant le Bureau. ».

**26.** L'article 141 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le cas échéant, le conseil de l'organisme municipal responsable de l'évaluation ou de la municipalité locale peut déléguer au comité exécutif ou administratif le pouvoir d'exprimer ce consentement ou ce désaccord. ».

**27.** L'article 151 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « mai » par le mot « octobre ».

**28.** L'article 154 de cette loi, modifié par l'article 42 du chapitre 30 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, du numéro « 130 » par le numéro « 151 » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, du mot « plainte » par le mot « inscription ».

**29.** L'article 157 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « objet », des mots « d'une demande de révision ou ».

**30.** L'article 174 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 64 des lois de 1995, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe 12°, du suivant :

« 12.1° refléter un changement de situation qui, en vertu de l'article 34, justifie le regroupement de plusieurs unités d'évaluation en une seule, la subdivision d'une unité d'évaluation en plusieurs, l'ajout ou la suppression d'une unité entière, la soustraction d'une partie de l'unité ou l'addition à l'unité d'une partie d'une autre ; ».

**31.** L'article 174.2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 6°, après « 12°, », de « 12.1°, ».

**32.** L'article 180 de cette loi, modifié par l'article 55 du chapitre 30 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « plainte » par les mots « faire une demande de révision ».

**33.** L'article 181 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « plainte peut être formulée » par les mots « demande de révision peut être déposée » ;

2° par le remplacement, dans les première et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « plainte ne peut être formulée » par les mots « demande de révision ne peut être déposée ».

**34.** L'article 182 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « une » de « entente conclue en vertu de l'article 138.4, le plus tôt possible après sa conclusion, ou pour le rendre conforme à » ;

2° par le remplacement, dans la première phrase du troisième alinéa, des mots « plainte a effet depuis la date fixée » par les mots « entente ou d'une plainte a effet depuis la date fixée dans l'entente ou ».

**35.** L'article 183 de cette loi, modifié par l'article 57 du chapitre 30 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par la suppression du paragraphe 2° du troisième alinéa ;

2° par le remplacement, dans les première et troisième lignes du paragraphe 4° du troisième alinéa, du mot « plainte » par les mots « demande de révision ».

**36.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 196, du suivant :

« **196.1.** Une municipalité locale et l'organisme municipal responsable de l'évaluation qui a compétence à l'égard de la municipalité peuvent conclure une entente par laquelle toute demande de révision prévue à la section I du chapitre X et relative à un bien situé sur le territoire de la municipalité est déposée auprès de l'organisme. ».

**37.** L'article 197 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de « l'article 195 ou 196 » par « l'un des articles 195 à 196.1 ».

**38.** L'article 198.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de « l'article 195 ou 196 » par « l'un des articles 195 à 196.1 ».

**39.** L'article 199 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de « l'article 195 ou 196 » par « l'un des articles 195 à 196.1 ».

**40.** L'article 200 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, de « l'article 195 ou 196 » par « l'un des articles 195 à 196.1 ».

**41.** L'article 201 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « l'article 195 ou 196 » par « l'un des articles 195 à 196.1 ».

**42.** L'article 205 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « , sauf » par « sauf, dans le cas d'un immeuble visé aux paragraphes 4°, 10° ou 11° de l'article 204, » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« La compensation est imposée selon la valeur de l'immeuble à un taux, fixé par le conseil, qui peut différer selon les catégories d'immeubles.

Dans le cas d'un immeuble visé aux paragraphes 4°, 10° ou 11° de l'article 204, ce taux ne peut être supérieur à celui de la taxe foncière générale ni excéder 0,50 \$ par 100 \$ d'évaluation.

Dans le cas d'un immeuble visé au paragraphe 5° de l'article 204, l'application de ce taux ne peut résulter en une compensation supérieure au montant des taxes, tarifications ou compensations qui seraient exigibles si l'immeuble n'était pas exempté, à l'exception de la taxe d'affaires, de la surtaxe et de la taxe sur les immeubles non résidentiels. S'il s'agit d'une construction destinée à loger ou abriter des personnes, des animaux ou des choses qui fait partie d'un réseau d'aqueduc ou d'égout ou d'un système ou équipement de traitement d'eau ou d'ordure, ou du terrain qui constitue l'assiette d'une telle construction, l'application de ce taux ne peut résulter en une compensation supérieure au montant total des sommes découlant de modes de tarification qui seraient payables à l'égard de l'immeuble s'il n'était pas exempté, pour les services municipaux dont l'immeuble, son propriétaire ou son occupant reçoit le bénéfice au sens de l'article 244.3. » ;

3° par le remplacement, dans la première ligne du cinquième alinéa, du mot « quatre » par le mot « six ».

**43.** L'article 208 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa et après « 1.2° », de « , 3° ».

**44.** L'article 248 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit : « Toutefois, si la modification fait suite à une plainte devant le Bureau, le supplément ne porte pas intérêt pour la période que le Bureau indique dans sa décision, le cas échéant, comme période pendant laquelle l'audition de la plainte a subi un retard indû dont le débiteur du supplément, ou la partie au litige dont il est l'ayant cause, n'est pas responsable. ».

**45.** L'article 249 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit : « Toutefois, si la modification du rôle donnant lieu au remboursement fait suite à une plainte devant le Bureau, le montant du remboursement ne porte pas intérêt pour la période que le Bureau indique dans sa décision, le cas échéant, comme période pendant laquelle l'audition de la plainte a subi un retard indû dont le

débiteur du montant de remboursement, ou la partie au litige dont il est l'ayant cause, n'est pas responsable. » ;

2° par l'insertion, au début du troisième alinéa, de ce qui suit : « L'entente conclue en vertu de l'article 138.4, ».

**46.** L'article 252.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « existence », des mots « d'une demande de révision, ».

**47.** L'article 253.49 de cette loi, édicté par l'article 5 du chapitre 7 des lois de 1995, est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, dans la troisième ligne du paragraphe 1° du deuxième alinéa, dans la deuxième ligne des paragraphes 2° et 4° de cet alinéa et dans la troisième ligne du troisième alinéa, du mot « troisième » par le mot « cinquième ».

**48.** L'article 262 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 41 des lois de 1996, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 8°, du mot « plainte » par les mots « demande de révision » ;

2° par l'addition, après le paragraphe 9°, du suivant :

« 10° prescrire une méthode d'évaluation pour les immeubles à vocation unique qu'il définit. ».

**49.** L'article 263 de cette loi, modifié par l'article 6 du chapitre 7 des lois de 1995, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 2°, des mots « avis ou formule » par le mot « documents » ;

2° par la suppression, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2°, des mots « , y compris celui qui tient lieu d'avis d'évaluation » ;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2° par le suivant :

« *d*) la formule de demande de révision et la formule de plainte, y compris une formule unique pour le cas où le demandeur devient plaignant ; » ;

4° par le remplacement du paragraphe 2.1° par le suivant :

« 2.1° prévoir les cas où l'avis d'évaluation et le compte de taxes peuvent être inclus dans un seul document ; ».

**50.** La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée par l'insertion, après l'article 29.10, du suivant :

**« 29.10.1.** Une municipalité peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure une entente avec un conseil de bande au sens de la Loi sur les Indiens (Lois révisées du Canada (1985), chapitre I-5) relativement à l'exercice de ses pouvoirs sur la réserve sur laquelle a compétence ce conseil de bande et qui est comprise dans le territoire municipal.

Une telle entente prévaut sur toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou de tout règlement pris en vertu d'une telle loi. Elle peut, notamment, prévoir que :

1° la municipalité renonce à son pouvoir d'imposer toute taxe, toute compensation ou tout mode de tarification sur les immeubles situés dans la réserve ou à l'égard de ceux-ci ;

2° la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (chapitre D-15.1) ne s'applique pas aux transferts d'immeubles situés dans ce territoire ;

3° dans la réserve, la base d'imposition de la taxe scolaire est différente de celle établie à l'article 310 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3) ;

4° tout ou partie des règlements de la municipalité ne s'appliquent pas dans la réserve.

Une telle entente peut rétroagir à la date fixée par le décret du gouvernement autorisant sa conclusion.

Le décret peut, pour tenir compte de l'impact de l'entente dont il autorise la conclusion, créer une règle de droit municipal ou déroger à toute disposition d'une loi dont l'application relève du ministre des Affaires municipales, d'une loi spéciale régissant une municipalité ou d'un acte pris en vertu de l'une ou l'autre de ces lois. ».

**51.** Le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par l'insertion, après l'article 14.8, du suivant :

« **14.8.1.** Une municipalité peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure une entente avec un conseil de bande au sens de la Loi sur les Indiens (Lois révisées du Canada (1985), chapitre I-5) relativement à l'exercice de ses pouvoirs sur la réserve sur laquelle a compétence ce conseil de bande et qui est comprise dans le territoire municipal.

Une telle entente prévaut sur toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou de tout règlement pris en vertu d'une telle loi. Elle peut, notamment, prévoir que :

1° la municipalité renonce à son pouvoir d'imposer toute taxe, toute compensation ou tout mode de tarification sur les immeubles situés dans la réserve ou à l'égard de ceux-ci ;

2° la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (chapitre D-15.1) ne s'applique pas aux transferts d'immeubles situés dans la réserve ;

3° dans la réserve, la base d'imposition de la taxe scolaire est différente de celle établie à l'article 310 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3) ;

4° tout ou partie des règlements de la municipalité ne s'appliquent pas dans la réserve.

Une telle entente peut rétroagir à la date fixée par le décret du gouvernement autorisant sa conclusion.

Le décret peut, pour tenir compte de l'impact de l'entente dont il autorise la conclusion, créer une règle de droit municipal ou déroger à toute disposition d'une loi dont l'application relève du ministre des Affaires municipales, d'une loi spéciale régissant une municipalité ou d'un acte pris en vertu de l'une ou l'autre de ces lois. ».

**52.** L'article 27 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le numéro « 196 », de « et 250.1 ».

**53.** La Communauté urbaine de Montréal peut, par un règlement de son conseil approuvé par le gouvernement avant le 1<sup>er</sup> février 1997, identifier, parmi les rôles d'évaluation foncière des municipalités dont le territoire est compris dans le sien qui ont été dressés pour les exercices financiers municipaux de 1995, 1996 et 1997, tout rôle dont l'application doit être prolongée d'un an ou de deux ans.

L'identification du rôle d'évaluation foncière d'une municipalité vaut également, le cas échéant, à l'égard du rôle de la valeur locative de la municipalité.

Les rôles identifiés comme devant faire l'objet de prolongations d'un an et de deux ans demeurent en vigueur, respectivement, jusqu'à la fin de 1998 et de 1999.

Aux fins de déterminer pour quels exercices financiers municipaux doivent être dressés les futurs rôles d'une municipalité, conformément aux articles 14 et 14.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), les rôles qui demeurent en vigueur jusqu'à la fin de 1998 et de 1999 sont réputés avoir été dressés, respectivement, pour les exercices de 1996, 1997 et 1998 et pour les exercices de 1997, 1998 et 1999.

**54.** L'article 29.10.1 de la Loi sur les cités et villes, introduit par l'article 50 de la présente loi, s'applique à l'entente du 27 mai 1996 intervenue entre la Ville de Sept-Îles et le Conseil de bande d'Uashat Mak Mani-Utenam, laquelle sera réputée, après avoir fait l'objet d'une autorisation du gouvernement, avoir effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

**55.** La présente loi entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.